Journal des guerres de l' Otan

N° 115 du 15.06.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
1-1 Jean-Luc-Melenchon : Bouclier anti-missile.« Une « *nécessité pragmatique* ».
1-2 La leçon libyenne : « L'Europe doit stimuler ses dépenses militaires ».
1-3 Socorro Gomes : Communiqué de presse : L'OTAN est en train de s'armer pour attaquer les peuples du monde.
1-4 Réseau Voltaire : 25e Sommet de l'OTAN : Déclaration du sommet sur les capacités de défense pour les forces de l'OTAN à l'horizon 2020.
1-5 M K Bhadrakumar : Le Pakistan, entre les cajoleries du Dragon chinois et les étreintes de l'Ours russe.
1-6 Stanechy.over-blog **:** OTAN : Trou Abyssal ou Peste Noire ?…
Carte blanche contre les interventions militaires occidentales.

---

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
1-1 Jean-Luc-Melenchon : **Bouclier anti-missile.« Une « *nécessité pragmatique* ».**
Tel est le terme sophistiqué choisi lors du sommet de l'OTAN de Chicago des 20 et 21 mai par François Hollande pour justifier une reculade dont on n'a pas fini de mesurer l'impact. Il a donné son accord pour le lancement de la première phase d'un « *bouclier anti-missile* ».
Ce projet consiste pour les USA et leurs alliés de se doter d'un système de surveillance et d'interception de missiles qui seraient tirés contre des intérêts ou des territoires de ces pays. En fait, ce bouclier est un vieux projet national des Etats-Unis. Ils se sont évertués depuis des années à le greffer sur l'OTAN. Dans sa partie européenne, ce projet vise théoriquement à protéger l'Europe de tirs de missiles depuis le Moyen-Orient et en particulier l'Iran. En fait l'intention vise large. C'est bien pourquoi la Russie y voit une étape supplémentaire de la surenchère militaire des Etats-Unis à ses frontières. L'installation en Pologne et en Roumanie de missiles du fameux bouclier n'est pas vraiment un gage de paix donné à la Russie. Et de même à propos de leur prédisposition sur des navires nord-américains en Méditerranée et surtout en Mer Noire. Des lieux qui peuvent aussi bien servir à Erreur ! Nom du fichier non spécifié.parer une attaque hypothétique de l'Iran qu'à menacer très concrètement la Russie et ses alliés.
> François Hollande avait exprimé il y a à peine un mois, le 10 avril 2012, sur I>télé, son opposition au lancement d'un tel projet par l'OTAN : « J*e suis réticent à l'égard de cette évolution. La première raison, c'est que nous n'avons aucune possibilité de participer industriellement à cette affaire et deuxièmement*

ça met en cause l'idée même de la dissuasion. » Deux bonnes raisons que je partage. Depuis, il justifie son revirement par le fait que ses réserves ont été levées par la déclaration finale du sommet de Chicago. Or cette déclaration n'a strictement rien changé au projet en question. Et cela tout simplement parce qu'il existait déjà avant ! Les principes ont été fixés en 2010 lors du sommet de Lisbonne de l'OTAN. A l'époque, Nicolas Sarkozy avait accepté que soit inscrit dans le concept stratégique de l'OTAN, un document de référence, la création d'une « *capacité de défense anti-missile* ». Le sommet de Chicago auquel vient de participer François Hollande a donc seulement lancé la première phase opérationnelle. En réalité, il s'agit de faire entrer en phase opérationnelle la prise en charge par tous les alliés d'un programme américain de défense anti-missile qui existe déjà lui aussi. Celui-ci a été décidé au Congrès américain par le vote de la loi sur le National Missile Defense Act de 1999. Il est d'ores et déjà géré par une énorme agence états-unienne, la « Missile Defence Agency ». Cette défense anti-missile repose sur plusieurs boucliers qui, en se recoupant, sont censés défendre le territoire des Erreur ! Nom du fichier non spécifié.Etats-Unis et celui de leurs alliés. Avant même la décision du sommet de l'OTAN, les Etats-Unis avaient déjà commencé à déployer la partie européenne de ce bouclier, notamment en envoyant en méditerranée des croiseurs spécialement équipés de missiles d'interception.
> La greffe de l'OTAN sur ce dispositif répond à deux objectifs des Etats-Unis. Le premier est politique. Il conforte la légitimité internationale d'un projet vivement contesté par la Chine et la Russie et potentiellement contradictoire avec les traités internationaux de désarmement. Le second est financier et industriel, car avec l'accord de la réunion de Washington les européens vont devoir contribuer à un projet dont le coût faramineux ne peut plus être supporté par les seuls Etats-Unis. C'est une sorte de relance de l'industrie américaine comme l'est tout grand projet d'armement dans ce pays !
> Loin des objectifs qui sont affichés face à la menace théorique de l'Iran, ce projet est donc avant tout une démonstration politique et industrielle des Etats-Unis. C'est d'ailleurs exactement ce qu'en disait le rapport parlementaire de 2001 de Paul Quilés, adopté à l'époque par la commission de la défense. Humour de situation : François Hollande faisait partie à cette époque de ladite commission ! Ce rapport affirmait ainsi : « *La défense antimissile est, avant toute chose, un projet idéologique, largement déterminé par des considérations politiques, technologiques et industrielles. Il répond au souci des Etats-Unis, non de rompre avec la logique de la guerre froide, mais d'en préserver un apport qu'ils considèrent comme fondamental : le maintien de leur supériorité technologique et de leur prééminence stratégique*. » J'approuve absolument cette façon d'analyser le projet. Le rapport évoquait ensuite « *les conséquences industrielles de premier plan qui découlent de ce rôle majeur de la défense antimissile dans la préservation de la supériorité technologique américaine. Quatre entreprises de première importance sont en l'occurrence concernées : Lockheed Martin, Boeing, Raytheon et TRW. Elles bénéficient de 60 % des crédits alloués par le Pentagone pour ce programme. [...] les industriels n'ont pas ménagé leurs efforts pour favoriser la défense anti-missile et un système d'influence impliquant les congressistes, les industriels et les militaires existe sur ce programme dont le coût a été évalué entre 50 et 60 milliards de dollars.* » Autrement dit, sous l'appellation euphémisante de « lobby », il s'agit d'un groupe de corrupteurs disposant d'un budget faramineux. On suivra donc avec beaucoup d'intérêt les prises de position, les tribunes et autres « conférences » qui vont assurer la promotion de cette belle, noble et pure idée ! On peut craindre le pire. Surtout dans un gouvernement qui compte huit membres qui sont passés par la french american fondation ». Ce machin est une sorte de club « le Siècle » pour « young leaders » que le rêve américain et autres fadaises prétextes fascinent. Bref le gouvernement le plus atlantiste et le plus sous influence depuis bien longtemps.
> Passons maintenant en revue les quatre questions qui motivaient les « réserves » qu'exprimait auparavant François Hollande. Puisqu'il prétend en être libéré à Chicago, voyons ce qu'il en est. D'abord « *la maîtrise des coûts* ». On vient de le voir : c'est précisément parce que les coûts d'un tel projet sont incontrôlables et incontrôlés aux USA que ces derniers y font participer les Européens. L'ensemble des rapports parlementaires sur le sujet soulignent d'ailleurs que la participation de la France à un tel « bouclier » évincera budgétairement d'autres projets de défense. Aucune raison d'être rassuré donc. Ensuite François Hollande serait dorénavant tranquillisé sur la part de « *l'intéressement des industriels français à la réalisation des équipements nécessaires* ». Là encore on se demande comment il a pu arriver à une conclusion positive. Car l'histoire du projet lui-même montre qu'il est conçu pour soutenir l'industrie d'armement nord-américaine. D'ailleurs les équipements d'ores et déjà déployés sur lesquels se greffe l'OTAN sont états-uniens. Les radars et les missiles intercepteurs positionnés en

Méditerranée sont fabriqués par la firme Raytheon. Et les systèmes d'armes qui équipent les croiseurs et guident les missiles sont fabriqués par la firme Lockheed Martin. Il s'agit donc d'une technologie 100 % états-unienne, fruit de 40 ans d'efforts de recherche et de développement du Pentagone. A supposer qu'ils en grappillent des miettes, les groupes européens seront cantonnés dans ce projet à des missions de sous-traitance. Et celles-ci seront, de toute façon, financées par les Etats européens au détriment d'autres priorités de leurs propres budgets de défense.
> Voyons à présent le plus important. Il s'agit de la remise en cause par ce bouclier de la capacité de dissuasion nucléaire autonome de la France. Cela concerne le cœur du raisonnement qui soutient la dissuasion. L'adversaire n'entreprend rien car il sait que la réplique sera dévastatrice. Il n'y a pas de petite bataille préalable ni de tentative d'aucune sorte qui soit réputée supportable ou acceptable ou possible. Tout ce qui atténue l'idée du choc unique et désastreux affaiblit le concept de dissuasion. Ici, du moment où l'on considère que la France a besoin d'être protégée concrètement d'attaques de missiles, on accrédite l'idée qu'il existe un pallier intermédiaire de guerre. On sous-entend donc aussi que sa force de dissuasion ne la protège plus intrinsèquement et qu'elle est donc vulnérable. Il y a donc une contradiction stratégique majeure entre une dissuasion nucléaire indépendante et la participation à un bouclier anti-missile états-unien. Une contradiction politique qui vient d'être rappelée par Pascal Boniface. D'ailleurs, sur le sujet, on peut lire des choses très claires dans le livre blanc de la défense nationale française. On ne peut pas dire que la doctrine soit imprécise, même si le vocabulaire est aussi codé que n'importe quel vocabulaire spécialisé. Voici ce qui est écrit concernant les menaces balistiques : « *La France adoptera une stratégie de prévention active visant à limiter la prolifération balistique, tout particulièrement dans les zones les plus dangereuses. Elle s'appuiera sur sa capacité de dissuader toute intention d'un État de porter atteinte à ses intérêts vitaux par des moyens de ce type.* » Et à l'inverse, la participation à un éventuel bouclier de l'OTAN n'y est évoquée que pour envisager des études à son propos. Un enterrement diplomatique. Car au-delà des études, et une fois opérationnel, ce bouclier constitue par définition une prolifération balistique considérable. Il remettrait donc sérieusement en cause la doctrine de défense française dans ses objectifs de dissuasion et de participation au désarmement multilatéral. Signalons qu'il percuterait aussi le droit international du désarmement en portant une nouvelle atteinte au traité sur le désarmement balistique. Cela tombe bien pour les USA qui essaient de l'enterrer depuis 2001 au grand dam de la Russie.
> Enfin, la dernière réserve de Hollande concernait « *le contrôle politique de l'utilisation du bouclier* ». Or sur le plan opérationnel, rien ne permet de penser que quoi que ce soit ait changé. La raison en est technique. C'est simple à comprendre. Un rapport parlementaire cosigné par des sénateurs UMP et PS en juillet dernier le pointait : « *Les délais de riposte à une attaque balistique seront extrêmement brefs et n'autoriseront pas de procédure de consultation et de coordination préalable* ». Les règles d'engagement seront donc codifiées à l'avance et activées automatiquement sans contrôle politique préalable. Une codification qui est pour l'instant entièrement aux mains des USA alors qu'elle est extrêmement délicate. Car l'utilisation du bouclier pose des difficultés techniques lourdes. Comment gérer les détonations et les retombées lors de l'interception d'un ou plusieurs missiles. Ce n'est pas une question secondaire pour ceux qui se trouvent dans le secteur où le missile est intercepté. Car imaginez qu'il comporte une charge nucléaire ou chimique ? Sans oublier le problème que posent aux riverains des bases d'implantation du bouclier puisqu'ils deviennent eux-mêmes des cibles. Qu'il s'agisse de zones terrestres (en l'occurrence la Turquie, la Roumanie et la Pologne) ou marines (en l'occurrence l'est de la Méditerranée et la Mer Noire dont une partie sont des zones naturelles protégées).
> Aucune des quatre réserves évoquées par François Hollande n'a donc été réellement levée. François Hollande a tout cédé aux américains, un point c'est tout. Et j'en suis désolé. Car je pensais que la fonction créant l'organe, il verrait vite quel sottise impériale est ce bouclier. A supposer qu'il fonctionne réellement un jour. Le bouclier anti-missile est comme l'OTAN elle-même : ce sont des projets des Etats-Unis, conçus par les Etats-Unis et pour les Etats-Unis. Du moment où la France ne remet pas en cause son appartenance à l'OTAN et sa participation à son commandement militaire intégré, elle n'a pas d'autre solution que de se soumettre à ce que l'OTAN, et donc les USA, décident. La dangerosité et l'inutilité pour notre Erreur ! Nom du fichier non spécifié.pays du bouclier anti-missile sont donc une raison supplémentaire de défendre la sortie de la France de l'OTAN comme le propose le Front de Gauche. A ma connaissance, seul le journal « Libération » a traité ce sujet.
http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/05/28/les-jours-apres-la-mine/#more-12417

1-2 La leçon libyenne : « L'Europe doit stimuler ses dépenses militaires ».
C'est principalement à la demande de la France et du Royaume-Uni que s'est enclenchée la guerre en Libye. Mais, pour ce boulot présenté comme facile, les pays européens n'ont apparemment rien pu faire sans l'aide des États-Unis. C'est ce qui ressort d'un rapport interne de l'Otan qui a transpiré dans le New York Times. Les bombardements contre les troupes de Kadhafi ont bel et bien été menés par des avions européens (dont belges) et canadiens, mais ce sont des troupes américaines qui ont pris en charge l'essentiel de l'opération, rassemblant les informations, effectuant les vols de reconnaissance et mettant au point le planning de l'opération. Si les partenaires européens ont rapidement fourni des munitions, la plus grande partie des bombes provenait de l'arsenal de l'armée américaine. La conclusion du rapport met donc en question « l'indépendance de l'Otan vis-à-vis des Etats-Unis ».1
Lors du discours prononcé en juin dernier au terme de son mandat, Robert Gates, le précédent ministre de la Défense américain, indiquait que la norme du financement des dépenses militaires de l'Otan est de 2 % du produit intérieur brut des pays-membres. Parmi les membres européens de l'Otan, seuls le Royaume-Uni, la France et la Grèce — ce pays « en faillite » — atteignent ce seuil. Gates a aussi évoqué le « problème croissant des États-Unis à exiger de ses contribuables de continuer à payer la facture de l'Otan. »2
Au sommet de Chicago, on insistera évidemment sur la nécessité d'augmenter la contribution financière des États-membres.
1. NATO Sees Flaws in Air Campaign Against Qaddafi, The New York Times, 14 avril 2012 • 2. Transcript of Defense Secretary Gates' Speech on NATO's Future, The Wall Street Journal, 11 juin 2011
http://www.ptb.be/nieuws/artikel/la-lecon-libyenne-leurope-doit-stimuler-ses-depenses-militaires.html

---

1-3 Socorro Gomes : Communiqué de presse : L'OTAN est en train de s'armer pour attaquer les peuples du monde.
Les 20 et 21 mai dernier, l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) a tenu son Sommet des chefs d'États des pays qui en font partie. Au cours des derniers jours, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs parties du monde. Des milliers de personnes on manifestanté dans les rues de Chicago, de Lisbonne, d'Athènes exigeant le démantèlement de cette organisation, qui est la principale machine de guerre impérialiste, pour dénoncer l'escalade de la guerre au Moyen-Orient. Les organisations membres du Conseil mondial de la paix (CMP) ont émis des déclarations réaffirmant qu'elles exigent la fermeture de toutes les bases et de toutes les installations militaires étrangères de l'OTAN à travers le monde.
L'OTAN est une structure militaire offensive, responsable depuis sa création d'innombrables crimes contre l'humanité, entre autres des agressions récentes contre la Yougoslavie, l'Afghanistan, l'Irak et la Libye. L'impérialisme a promu, avec sa machine de guerre monstrueuse, l'approfondissement de la militarisation des relations internationales, agressé des peuples et des nations, laissant sur son passage des ruines et des rivières de sang, dans le seul objectif d'imposer sa domination mondiale et le pillage des ressources naturelles.
Depuis son dernier sommet, tenu au Portugal, l'OTAN a élargi ses objectifs, sa zone d'intervention dans toutes les régions à travers le monde et la série de prétextes pour justifier ses guerres. L'OTAN utilise pour cela des corollaires telles que la «guerre contre la terreur», la «non prolifération» des armes et la défense des «droits de la personne» comme prétexte pour attaquer des peuples et envahir des pays souverains. L'OTAN utilise ces arguments pour justifier les dépenses militaires exorbitantes réalisées en dépit de la crise économique, financière et sociale profonde qui secoue les pays membres de l'OTAN.
Nous dénonçons le fait que l'OTAN maintient un énorme budget militaire qui dépasse de 70% de toutes les dépenses militaires de la planète. Ses dépenses militaires sont obtenues au coût de politiques de compressions budgétaires contre les travailleuses/eurs, en particulier des Etats-Unis et des pays d'Europe.

En cette période de grave crise économique, l'impérialisme n'hésite pas à utiliser la force pour prendre possession de nouvelles sources de ressources stratégiques, de voies de contrôle et de flux commerciaux. Dans ce domaine, nous dénonçons les tentatives de militarisation de l'Atlantique Sud au moyen de la Quatrième Flotte des Etats-Unis, l'installation de bases militaires sur le continent et la présence de

l'ancien colonialisme britannique dans les Îles malvines. Nous dénonçons également les menaces et les agressions croissantes de l'OTAN au Moyen-Orient, et ses provocations contre la Syrie et l'Iran.
Nous réaffirmons que la lutte pour le démantèlement de l'OTAN sera l'un des thèmes centraux des débats et des actions du Conseil mondial pour la Paix, qui se réunira en Assemblée mondiale entre le 20 et le 23 juillet à Katmandu, au Népal. Ce sera un grand événement en vue de la défense de la paix, de la solidarité internationale et du droit des peuples à la souveraineté.
Socorro Gomes
Présidente
Conseil mondial pour la Paix
2012-05-26
wpc@otenet.gr

1-4 Réseau Voltaire : 25e Sommet de l'OTAN : Déclaration du sommet sur les capacités de défense pour les forces de l'OTAN à l'horizon 2020.
1. En tant que dirigeants de l'Alliance, nous sommes résolus à faire en sorte que l'OTAN conserve et développe les capacités qui lui sont nécessaires pour exécuter ses tâches fondamentales essentielles – défense collective, gestion de crise et sécurité coopérative – et, partant, pour jouer un rôle clé dans la promotion de la sécurité dans le monde. Nous devons assumer cette responsabilité alors que nous sommes aux prises avec une crise financière grave et que nous sommes confrontés à des défis géostratégiques en constante évolution. L'OTAN nous permet d'assurer un niveau de sécurité plus élevé que celui que pourrait atteindre un Allié qui agirait isolément. Nous réaffirmons l'importance que continuent d'avoir un lien transatlantique fort et la solidarité au sein de l'Alliance, ainsi que l'importance d'un partage des responsabilités, des rôles et des risques pour permettre aux Alliés nord américains et européens de relever ensemble les défis auxquels ils sont confrontés. Nous reconnaissons l'importance d'une défense européenne plus forte et plus performante, et nous saluons les efforts déployés par l'Union européenne pour renforcer ses capacités à faire face aux défis de sécurité communs. Ces efforts constituent, par leur nature même, une contribution importante au lien transatlantique.
2. Le potentiel de l'OTAN réside dans les forces de ses pays membres – leur entraînement, leurs équipements, leur interopérabilité et leur expérience – rassemblées sous la structure de commandement intégrée qui est la nôtre et dirigées par cette dernière. Les succès que nos forces ont remportés en Libye, en Afghanistan, dans les Balkans et dans la lutte contre la piraterie sont autant d'exemples évidents de ce que l'OTAN demeure inégalée dans son aptitude à déployer et à maintenir une puissance militaire afin de sauvegarder la sécurité de nos populations et de contribuer à la paix et à la sécurité internationales.
3. Ces succès sont le résultat de plus de soixante années d'étroite coopération dans le domaine de la défense. En œuvrant ensemble au sein de l'OTAN, nous sommes mieux en mesure d'assurer la sécurité de nos concitoyens – et avec bien plus d'efficacité et d'efficience – que nous ne pourrions le faire en agissant isolément.
4. Nous avons déjà accompli des progrès concrets depuis notre dernier sommet et l'adoption d'un nouveau concept stratégique, à Lisbonne, pour veiller à ce que l'OTAN dispose des capacités dont elle a besoin pour défendre les citoyens de ses pays, pour mener des opérations de gestion de crise et pour promouvoir la sécurité coopérative. Entre autres réalisations importantes :
a. nous avons aujourd'hui déclaré une capacité intérimaire de défense antimissile balistique, première étape de la mise en place d'un système de défense antimissile de l'OTAN qui protégera le territoire, la population, et les forces de tous les pays européens membres de l'Alliance contre les menaces croissantes qu'engendre la prolifération des missiles balistiques, sur la base des principes de l'indivisibilité de la sécurité des Alliés et de la solidarité au sein de l'OTAN, du partage équitable des risques et des charges, compte tenu du niveau de la menace, de la soutenabilité financière et de la faisabilité technique ;
b. nous procédons au déploiement d'un système allié de surveillance terrestre (AGS) hautement sophistiqué, pour permettre à nos forces de mener de manière plus efficace, et plus sûre, les missions que nous leur confions ; à cet égard, un certain nombre d'Alliés ont lancé une importante initiative visant à améliorer, plus largement, le JISR (renseignement, surveillance et reconnaissance interarmées) ;
c. nous avons prolongé notre mission de police du ciel dans les États baltes. Cette mission ainsi que les autres arrangements au sein de l'Alliance concernant la police du ciel en Europe, dans le cadre desquels

les Alliés coopèrent de façon à offrir sécurité et réassurance, sont des signes tangibles de la solidarité entre Alliés ;
d. nous mettons actuellement en place une nouvelle structure de commandement, allégée et plus efficace ;
e. nous progressons de manière régulière dans le développement d'un certain nombre de capacités dont nous avons estimé, à Lisbonne, qu'elles étaient indispensables au succès de nos opérations, notamment : amélioration de nos défenses contre les cyberattaques, élargissement du système de commandement et de contrôle aériens de l'OTAN, augmentation de nos capacités en Afghanistan pour l'échange de données ISR, et lutte contre les engins explosifs improvisés.
5. Forts de ces progrès, nous nous sommes fixés l'objectif « Forces de l'OTAN à l'horizon 2020 » : des forces modernes et étroitement interconnectées, équipées, formées, entraînées et commandées de manière à pouvoir opérer ensemble et avec des partenaires dans n'importe quel environnement.
6. Pour atteindre cet objectif, il sera indispensable d'améliorer la manière dont nous développons et mettons en place les capacités nécessaires à nos missions. À côté des efforts substantiels déployés au plan national et des formes éprouvées de coopération multinationale existantes, par exemple dans les domaines du transport aérien stratégique et des systèmes aéroportés de détection et de contrôle, nous devons trouver de nouvelles façons de coopérer plus étroitement pour acquérir et maintenir les capacités clés, pour définir ce dont nous avons prioritairement besoin et pour nous concerter sur les changements dans nos plans de défense. Nous devrions aussi approfondir les liens entre Alliés, ainsi qu'entre Alliés et partenaires, et ce dans l'intérêt de tous. Maintenir une industrie de défense forte en Europe et faire le meilleur usage qui soit du potentiel offert par la coopération industrielle de défense dans l'ensemble de l'Alliance demeurent une condition essentielle à la mise en place des capacités nécessaires à l'horizon 2020 et au delà.
7. La défense intelligente est au cœur de cette nouvelle approche. Le développement et le déploiement de capacités de défense est d'abord et avant tout une responsabilité nationale. Toutefois, le coût de la technologie ne cessant de croître et les budgets de défense étant soumis à des restrictions, un grand nombre d'Alliés ne peuvent plus se doter de certaines capacités clés qu'à la condition de travailler ensemble à leur développement et à leur acquisition. Nous saluons donc les décisions prises par les Alliés de faire progresser certains projets multinationaux, visant notamment à améliorer la protection de nos forces, la surveillance et l'entraînement. Ces projets déboucheront sur une plus grande efficacité opérationnelle, des économies d'échelle et une interconnexion plus étroite de nos forces. Ils seront également source d'enseignements pour d'autres projets de défense intelligente à venir.
8. Mais la défense intelligente va plus loin. C'est aussi un changement de perspective, la possibilité de repenser la culture de la coopération pour accorder à la collaboration multinationale une importance nouvelle et en faire une option efficace et efficiente pour le développement de capacités critiques.
9. Le développement de capacités militaires européennes accrues resserrera le lien transatlantique, renforcera la sécurité de tous les Alliés et encouragera un partage équitable des charges, des avantages et des responsabilités entre les pays membres de l'Alliance. Dans ce contexte, l'OTAN coopérera étroitement avec l'Union européenne, comme convenu, pour faire en sorte que notre initiative de défense intelligente et l'initiative européenne de mutualisation et de partage (P&S) soient complémentaires et qu'elles se renforcent mutuellement ; nous saluons les efforts déployés par l'UE, en particulier dans les domaines du ravitaillement en vol, du soutien médical, de la surveillance maritime et de la formation. Nous saluons aussi les efforts accomplis au niveau national dans ces domaines et dans d'autres par les pays européens membres de l'Alliance et les pays partenaires. La réussite des activités que nous menons continuera de dépendre de la transparence et de l'ouverture entre nos deux organisations.
10. Nous prenons également des mesures pour améliorer les connexions entre nos forces, ainsi qu'avec les pays partenaires. Notre opération au dessus de la Libye a démontré une fois de plus l'importance de ces connexions ; dès que la décision politique a été prise de lancer la mission OTAN, les pilotes de l'Alliance ont pris les airs ensemble, avec, à leurs côtés, les appareils de partenaires européens non membres de l'OTAN et de partenaires arabes. Cette façon de procéder a été déterminante dans le succès militaire et politique de cette mission.
11. Nous nous appuierons sur cette réussite, dans le cadre de l'initiative d'interconnexion des forces. Nous développerons la formation et l'entraînement de nos personnels militaires, en complément des efforts importants que déploient les pays dans ce domaine. Nous intensifierons nos exercices. Nous

continuerons de resserrer les connexions entre nos réseaux. Nous renforcerons les liens entre la structure de commandement de l'OTAN, la structure de forces de l'OTAN et les états majors des pays membres. Nous renforcerons aussi la coopération entre nos forces d'opérations spéciales, notamment au travers de l'État-major des opérations spéciales de l'OTAN. Nous ferons une utilisation plus intensive de la Force de réaction de l'OTAN, ce qui permettra à celle ci de jouer un rôle plus grand dans le renforcement de l'aptitude des forces de l'Alliance à opérer ensemble et à contribuer à notre posture de dissuasion et de défense. Dans toute la mesure du possible, nous améliorerons aussi nos connexions avec les partenaires, pour que, lorsque nous le souhaiterons, nous puissions agir ensemble.
12. Si un travail important a été accompli depuis notre dernier sommet pour renforcer l'Alliance, et compte tenu du recours accru par de nombreux Alliés à la coopération et aux capacités multinationales, il reste beaucoup à faire. Ainsi, nous avons adopté un paquet « défense » qui nous aidera à développer et à mettre en place les capacités nécessaires à nos missions et à nos opérations. Nous continuerons de réformer nos structures et nos procédures afin de rechercher des gains d'efficience, notamment grâce à une meilleure utilisation de nos budgets.
13. La force majeure de l'OTAN est son unité. À l'horizon 2020 et au delà, stimulés par la nécessité d'employer les ressources de défense de la façon la plus efficiente, nous renforcerons cette unité afin de maintenir et de moderniser la puissance militaire de l'OTAN.
20 mai 2012
Réseau Voltaire | Chicago (États-Unis) |

1-5 M K Bhadrakumar : Le Pakistan, entre les cajoleries du Dragon chinois et les étreintes de l'Ours russe.
Les visites à la suite l'une de l'autre cette semaine au Pakistan du Ministre chinois Yang Jiechi et de l'envoyé spécial du président russe pour l'Afghanistan, Zamir Kabulov, sont riches en symbolisme politique et en contenu stratégique.

Ces consultations arrivent à un moment où le Pakistan vacille sous la pression des Etats-Unis, où l'avenir de l'Afghanistan reste complexe et où la sécurité régionale est en pleine mutation.

Le timing de ces consultations attire l'attention - elles ont eu lieu entre le sommet de l'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN) à Chicago le 20-21 mai et le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Beijing les 6 et 7 Juin. L'Afghanistan est un sujet brûlant pour les deux organisations internationales.

Mais il y a également un contexte global. La Chine et la Russie se coordonnent étroitement sur les questions régionales et internationales. Ce qui ressort, c'est que Pékin et Moscou se sont manifestés pour apporter un soutien politique au Pakistan à un moment où Washington tente de l'isoler, et essaie de faire plier Islamabad à ses désirs.

Le président pakistanais Asif Ali Zardari a été invité au sommet de l'OTAN, et puis il a été humilié publiquement. Le secrétaire général de l'alliance, Anders Fogh Rasmussen, et le président étatsunien Barack Obama ont refusé de le rencontrer. Obama a également manifesté son mécontentement en omettant le Pakistan dans la liste des pays qu'il a remercié pour le soutien à l'effort militaire en Afghanistan, et en demandant ostensiblement au Pakistan de coopérer. Grâce à des fuites vers les médias, les responsables US ont par après rendu public le fait que, lors d'une session à huis clos, la secrétaire d'Etat étatsunienne Hillary Clinton a soumis Zardari à une harangue longue d'une heure.

Yang résume sa mission quand il a dit à Islamabad que "*le Pakistan mérite le plein soutient de la communauté internationale."* Il déclare qu'Islamabad a joué un rôle important dans la lutte contre le terrorisme, et il appelle la communauté internationale à le reconnaître.

Yang a souligné que "*La Chine continuera à soutenir fermement le Pakistan et à protéger sa souveraineté, son indépendance, son intégrité territoriale et sa dignité*." Il a bien fait comprendre qu'il était à Islamabad pour renforcer et faire avancer le partenariat stratégique entre la Chine et le Pakistan.

M. Yang a indiqué que dans la situation internationale en évolution, la relation sino-pakistanaise ajoute une signification stratégique pour la promotion de la paix mondiale, la stabilité et le développement. La Chine apprécie le rôle important et actif joué par le Pakistan dans les affaires internationales et régionales, a-t-il déclaré.
[...]L'agence Xinhua a rapporté que la Chine et le Pakistan ont convenu de «*renforcer la coordination multilatérale et de sauvegarder les intérêts communs des deux côtés*.» La référence semble être le rôle du Pakistan dans l'OCS, dont le prochain sommet à Beijing verra la présence de M. Zardari.

Alors que la visite officielle de Yang avait un ordre du jour de vaste portée, les consultations avec Kabulov étaient centrées sur des points précis. Il est venu à Islamabad essentiellement pour discuter de la situation en Afghanistan et de la prochaine visite au Pakistan du président russe Vladimir Poutine.

Kabulov est l'expert diplomatique clef de Moscou sur les problèmes afghans. De sources pakistanaises, il aurait dit au Premier ministre Yusuf Raza Gilani que *"d'énormes points communs*" existaient entre la Russie et le Pakistan sur les questions régionales et la coopération bilatérale. De toute évidence, il est question de la situation autour du problème afghan, où la Russie et le Pakistan cherchent à avoir un rôle plus important, alors que les États-Unis cherchent à les engager de manière sélective pour des rôles spécifiques.

La visite de Poutine au Pakistan, qui devrait avoir lieu "*bientôt*", sera la première visite d'un chef d'Etat russe dans l'histoire de six longues décennies de relations entre les deux pays. Elle permettra de consolider la métamorphose remarquable que connaissent dans les relations entre les deux pays depuis deux ou trois ans.

Le fait que Poutine ait choisi le Pakistan comme l'une de ses premières visites à l'étranger après sa prise de fonction en tant que président, témoigne de la "saute d'humeur" dans la géopolitique de la région. De nombreuses tendances doivent être prises en compte ici.

La Russie se prépare à jouer un rôle effectif dans les affaires mondiales. Sa position ferme sur la Syrie et l'Iran, on peut s'attendre à ce qu'elle s'étende au Pakistan et en Asie centrale. La Russie a laissé sa participation au sommet de l'OTAN à un niveau faible, et a veillé à ce qu'aucun des dirigeants d'Asie centrale qui avaient été invités - du Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan et Tadjikistan - n'y assistent. Pendant ce temps, Moscou a également accueilli un sommet de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC). Poutine va mener des visites en Biélorussie, au Kazakhstan et en Ouzbékistan au cours de la semaine à venir, et il est pratiquement en train de lancer son projet eurasien.

Il y a des signes que Moscou attende de l'OCS qu'elle adopte des positions communes sur des questions régionales et internationales. Le sommet de Beijing pourrait officialiser un "mécanisme" à cette fin. Les médias russes ont prévu que le sommet soutiendra les préoccupations de la Russie sur la question de la défense antimissile US.

Pendant ce temps, la "*réinitialisation*" [« reset »] USA-Russie reste dans les limbes, et il est probable qu'elle pourrait encore se dégrader dans les mois à venir, jusqu'à ce qu'une nouvelle administration prenne le relais à la Maison Blanche au début de l'année prochaine. Les échanges sont devenus de plus en plus acrimonieux sur le plan diplomatique. L'adversaire républicain d'Obama, Mitt Romney, a qualifié la Russie de « *force déstabilisatrice sur la scène mondiale* » et d' « *ennemi géopolitique n°1* » des USA ; il a promis un «*re-reset*» des liens américano-russes. Obama ne peut pas se permettre d'être vu comme "doux" à l'égard de la Russie. Clairement, la Russie a été entraînée dans le tourbillon de la campagne des élections présidentielles US.

Sans tenir compte des objections russes, l'OTAN a également décidé au sommet de Chicago d'aller de l'avant avec le déploiement du système US de défense antimissile. Moscou a déjà averti qu'elle prendra des contre-mesures. Un nouveau système de missiles de ‘cinquième génération’ a été testé la semaine

dernière. Par-dessus tout, Washington persiste avec une politique intrusive dans la politique intérieure russe, et se positionne pour contester le projet eurasien de Poutine.

D'autre part, la Russie et le Pakistan se sont étroitement consulté sur la situation afghane, et ils reconnaissent leurs intérêts légitimes réciproques. Tous deux affirment la primauté de l'approche régionale pour résoudre le problème afghan. Chaque partie reconnaît que l'autre a un rôle important à jouer dans cette 'fin de partie' afghane. Une bonne relation de travail s'est développée depuis un an ou deux. La Russie travaille au Pakistan dans le cadre bilatéral ainsi que dans le cadre d'un forum qui comprend en plus le Tadjikistan et l'Afghanistan.

Pour sa part, le Pakistan regarde positivement les politiques régionales russes comme favorisant ses propres intérêts vitaux. Plus important encore, le Pakistan et la Russie partagent un profond scepticisme au sujet de la "transition" conduite par les Etats-Unis en Afghanistan et de la capacité des forces de sécurité afghanes à maintenir la sécurité. Tous deux estiment que l'OTAN a perdu la guerre, mais qu'elle est en train de préparer le terrain pour garder une présence militaire à long terme à un coût acceptable. En résumé, ils ressentent fortement la nécessité pour eux de travailler ensemble pendant cette prochaine ‘transition’ en Afghanistan et la période post-2014.

La géopolitique de la guerre en Afghanistan concerne la Russie et le Pakistan. Ni l'un ni l'autre n'est disposé à accorder foi aux affirmations des États-Unis sur les objectifs de cette guerre. La Russie a autant de soupçons que le Pakistan sur les intentions des États-Unis. En même temps, tous deux sont conscients de la vulnérabilité de l'OTAN et des USA sur les voies de transit à travers le Pakistan et le réseau de distribution du Nord. Le Pakistan n'est pas seul à réclamer une augmentation du tarif pour ce transit.

Le Pakistan cherche avidement un allié en la Russie pour gagner un espace stratégique vis-à-vis des États-Unis, pendant que Moscou voit s'ouvrir une fenêtre d'opportunité pour retrouver son influence perdue en Asie du Sud, après la défaite en Afghanistan dans les années 1980. Ainsi, le Pakistan va vraisemblablement devenir un élément clé dans l'évolution des stratégies régionales russes. Comme Moscou ne peut manquer de le voir, la réalisation des objectifs des USA en Afghanistan et en Asie centrale est largement fondée sur la coopération du Pakistan comme un partenaire de bonne volonté.

Autrement dit, afin de contrecarrer efficacement l'orientation stratégique des USA en Asie centrale, la Russie (et la Chine) auraient tout intérêt à renforcer l'autonomie stratégique du Pakistan et sa capacité à résister aux pressions des États-Unis. Le Pakistan, pour sa part, a montré un cran remarquable en s'opposant aux pressions étatsuniennes. Le projet US de "Nouvelle Route de la Soie" pour éroder l'influence russe et chinoise en Asie centrale est mort-né sans la pleine coopération du Pakistan.

Toutefois, un partenariat russo-pakistanais ne peut pas exister dans le vide. Les relations bilatérales sont à peu près nulles à l'heure actuelle. Pour qu'un partenariat stratégique puisse survivre et se renforcer au fil du temps, il lui faut un contenu substantiel. C'est ici qu'on peut s'attendre à ce que la visite de Poutine serve de déclencheur. Kabulov a déclaré à Gilani que Poutine attendait avec impatience une visite «productive», qui jouerait un rôle dans le renforcement de la coopération multiforme entre la Russie et le Pakistan.

Kabulov a discuté l'ordre du jour de la visite de M. Poutine. Gilani a listé la mise à jour du Pakistan Steel Mills à Karachi, la coopération dans la défense, et l'énergie parmi les domaines potentiels de coopération. [...] De manière significative, M. Gilani a salué la participation russe dans le projet de gazoduc Iran-Pakistan, et a souligné que « certaines propositions spécifiques » avaient déjà été discutées.

En termes géopolitiques, le réchauffement des liens russo-pakistanais s'engrène à la coordination croissante entre Moscou et Pékin sur les questions régionales et internationales. Le fait que Yang et Kabulov aient visité le Pakistan à la même période suggère un certain degré de coordination sino-russe dans leur politique régionale envers le Pakistan. En effet, ni Yang ni Kabulov n'ont ouvertement poussé

le Pakistan vers un «défi stratégique» contre les Etats-Unis. Mais ils n'ont même pas à le faire. Le nouveau paradigme présente déjà au Pakistan une occasion sans précédent de négocier avec les Etats-Unis à partir d'une position de force.

La perspective de la visite de Poutine au Pakistan est très inquiétante pour Washington à l'heure actuelle. Dans des circonstances normales, Washington aurait pu regarder la courbe ascendante des relations russo-pakistanaises avec sérénité, puisque la Russie et la Chine n'auraient qu'une influence modératrice sur le Pakistan. Mais ce sont des temps extraordinaires, avec les USA à couteaux tirés avec Moscou et Pékin.

L'échec total de la stratégie étatsunienne en Afghanistan se trouve exposée en termes de son exceptionnalisme et l'absence absolue d'un consensus régional. Yang et Kabulov pourraient avoir été les meilleurs alliés des Etats-Unis en exhortant le Pakistan à travailler avec la communauté internationale pour une paix durable en Afghanistan. Le paradoxe est que, même dans la situation qui prévaut de forte volatilité des relations des USA avec la Russie et la Chine, ils pourraient bien avoir fait cela, mais sans appel d'offres de Washington.
Pakistan gets a cuddle and a hug]
M K Bhadrakumar
Asian Times 2 juin 2012
http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/NF02Df03.html

1-6 Stanechy.over-blog *:* **OTAN : Trou Abyssal ou Peste Noire** ?…
« *Nous sommes prêts, archi-prêts. Si la guerre devait durer un an, nous n'aurions pas un bouton de guêtre à acheter.* » dixit Maréchal Edmond Le Boeuf – Ministre de la Guerre – 1870 (1)
Georges Stanechy
Une réunion mondaine à 55 millions de dollars
Sommet de l'OTAN à Chicago. Deux jours : dimanche 20 et lundi 21 mai 2012. Coût estimé de l'organisation de cette réunion mondaine, au minimum : US $ 55 millions. (2)
Illustration de l'arrogance, l'inconscience, l'irresponsabilité, de la caste dirigeante des pays occidentaux incarnant les intérêts du colossal "complexe militaro-industriel" dominant le monde.
Symbole de l'argent de la collectivité jeté par la fenêtre dans des budgets militaires pharaoniques, par des politiciens affirmant à leurs électeurs, la main sur le cœur, que la « crise » oblige de diminuer, sabrer, salaires, retraites, services publics, accès aux soins et à l'éducation…
« Endettement », « Crise », « Trou », prétextes systématiquement invoqués avec lamentations et fureurs, sauf pour ce qui est des dépenses en armements et en expéditions militaires. Qui, Ô miracle, n'ont jamais à justifier de "recettes" pour équilibrer leurs "dépenses". Au contraire. Y toucher serait mettre en péril la « sécurité nationale ». D'ailleurs, le sujet n'est jamais abordé, spécialement en France, ni dans les médias "dominants", ni au cours des campagnes électorales : tabou !
Le peuple américain excédé s'est mobilisé, avant et pendant ce sommet, au cours d'impressionnantes manifestations (3), malgré les violences policières dans une ville en état de siège. Le Congrès ne cessant de voter des lois pour diminuer services publics et programmes sociaux d'une importance vitale pour les "sinistrés du chômage", alors que le budget militaire du pays atteint la somme faramineuse de 1000 milliards de dollars. (4)
Non compris le budget annuel de US $ 100 milliards pour les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Non compris le budget annuel de l'armement nucléaire de US $ 530 milliards, habilement camouflés dans le budget du ministère de l'Energie (*Department of Energy – DEO*). Auxquels s'ajoutent annuellement US $ 18 milliards, sous le même camouflage comptable, pour mise au point et maintenance des armes nucléaires. (5)
Non compris les milliards de dollars « d'aide militaire », sous forme de dons, de subventions, et diverses cabrioles ou déguisements budgétaires, dans une multitude de pays. Par dizaines. Pour certains, par centaines de milliards de dollars. Non compris tous les financements relevant de la sécurité intérieure, opérations spéciales et barbouzeries en tous genres, etc.
En comparaison, le budget fédéral annuel pour l'éducation est de : US $ 64 milliards…

Expression d'un "ras le bol" en écho de celui formulé en Allemagne, qui a duré quatre jours à Francfort, notamment devant le siège de la Deutsche Bank, contre le système bancaire et les mesures d'austérité, dans une implacable répression policière.
Symptomatique : à Francfort, sont apparues des affiches sur le thème « Non à l'Etat Policier » ("*Polizei Staat – Nein Danke"*) (6). A Chicago, sur un thème similaire : « Ce gouvernement ne nous représente pas, ou ne représente pas les Etats-Unis » ("*This government does not represent US*"), jouant sur le mot « nous » (*"us"*, en anglais) et Etats-Unis (*"U.S."*, United States).
Bien sûr, nos médias occultent méticuleusement toutes références, informations, photos, vidéos, documentaires, réactions en continu des "réseaux sociaux", traitant de ces incessantes et massives manifestations. Censure… Nous ne sommes pas en Russie, Chine, ou habituels déversoirs des diabolisations médiatiques.
Aveuglement, aussi, car par-delà frontières et langues se forge une plate-forme commune de la révolte en Occident : les populations s'insurgeant progressivement contre des gouvernements qui, une fois au pouvoir, forts de leurs appareils répressifs aux budgets sans limites, ne pratiquent que l'injustice sociale et économique au seul bénéfice d'une minorité de privilégiés. Transformant nos sociétés en Etats policiers. Pire : rejetant, horrifiés, toute allusion à un « Etat Providence » diabolisé pour prétendre redistribuer la richesse nationale, préférant glorifier sereinement le culte d'un « Etat Belliciste ».
Normal, sachant que parmi ces privilégiés figurent, en tête de liste, les bénéficiaires des dépenses militaires. Moins les porteurs d'uniformes souvent considérés, hors les signataires des contrats et bons de commande, comme de la vulgaire piétaille mal payée par leurs propres fournisseurs ou employeurs, que les actionnaires des multiples sociétés du secteur, industriels, financiers, intermédiaires et porteurs de valises dans les paradis fiscaux. S'engraissant des délires guerriers activés par leurs propagandes, tambourinées dans les médias dont ils sont propriétaires, pour anesthésier les populations.
Longue tradition de ce vampirisme des finances publiques qu'on appelait, en France, sous l'Ancien Régime, le Directoire ou l'Empire : les « fournisseurs aux armées ». Bâtissant d'immenses fortunes privées, sur fond de corruption, de surfacturation, d'escroquerie sur qualité et quantité livrées, dans les ventes d'armes et d'équipements aux armées nationales. L'histoire n'a pas oublié les ravages, dans l'impunité étant aussi « banquiers », de certains d'entre eux : Ouvrard, Hinguerlot, Lanchère, Bodin, Seguin, etc.
De nos jours, la meilleure vitrine de ce parasitisme, sous couvert de "la protection de La Liberté et de l'Etat de Droit" : l'OTAN. Sauf que les citoyens concernés, dans leur majorité, n'y reconnaissent aucun des besoins, priorités et valeurs du "vivre solidairement ensemble", préférant y jeter les pavés de leur mépris et colère.
Pôle d'incompétence et de stupidité
Dès son titre, le rapport de l'OTAN rendu public la veille de ce sommet (rédigé par un groupe d'experts présidé par *Madeleine Albright*…), le 17 mai 2012, renouvelle sa campagne de communication ou, plutôt, de désinformation (7) :
"*OTAN 2020 : Une sécurité assurée ; Un engagement dynamique – Analyse et Recommandations du groupe d'experts pour un nouveau concept stratégique de l'OTAN*".
Parmi ses déclarations « angéliques », certaines sont sidérantes de culot :
« *L'OTAN prospère comme une source d'espoir parce que, depuis le tout début, ses États membres ont défini leur programme commun en termes positifs : renforcer la sécurité internationale, sauvegarder la liberté et promouvoir l'état de droit.*
Ces objectifs ne sont ni limités par un quelconque calendrier, ni diminués par quelque progrès technologique que ce soit. Ils ne dépendent d'aucun adversaire particulier.
Ils répondent à des besoins immuables, et ils perdureront aussi longtemps que l'OTAN – par l'unité de ses membres, le courage de leurs citoyens et la libre expression de sa volonté collective – aura à cœur de les défendre. » (8)
D'autres, d'une insondable stupidité :
« *Il est difficile de prévoir précisément ce que seront les dix prochaines années*. » (9)
Il est vrai qu'en termes de prétention, de mégalomanie, d'imbécillité, de fanatisme, l'OTAN ne varie pas d'un iota : « immuable ». De rapport en rapport, perpétuation de la « géopolitique de la paranoïa ».
Rappelant un des plus significatifs, celui préparatoire au sommet de Bucarest du 2 au 4 avril 2008, intitulé :

"*Towards a Grand Strategy for an Uncertain World- Renewing Transatlantic Partnership*".
Un modèle du genre, que j'avais feuilleté dans deux billets :
i) "Je fanatise", donc : "J'atomise"
ii) De l'Idéologie coloniale à la Paranoïa guerrière : la fin de l'utopie démocratique
Depuis la fin de la "Guerre Froide", l'évolution de cette organisation sans contrôle démocratique est une calamité pour l'humanité.
On ne compte plus les désastres humanitaires provoqués par ses divagations martiales. Prétendant substituer la guerre à la diplomatie, la « sanction » précédant la « frappe », spécialisée dans le démembrement d'Etats souverains, la propagation du chaos des guerres civiles, la création de conflits ethniques et religieux, ce sont des millions de morts, de blessés, de traumatisés, et des milliards de destructions, dont elle s'est rendue, et se rend, responsable.
La liste est longue. Nous en connaissons les plus notables : de la dévastation de la Yougoslavie à celle de la Libye en passant par la pulvérisation de l'Irak, jusqu'au désastre Afghan. Car en Afghanistan, il s'agit bien d'un « désastre » pour ce pays et sa population, mais aussi au détriment de nos priorités nationales par la masse de milliards engloutis dans une des expéditions coloniales les plus "déjantées" que l'Histoire ait connues.
Evidemment, comme dans toute guerre coloniale, beaucoup y trouvent leur compte. Jusqu'au marché international de la drogue, à partir d'un pays où l'OTAN scrute, nuit et jour, chaque mètre carré de terrain, chaque mètre de route, de chemin et de piste, chaque cargaison de véhicule en circulation :
« *La production de pavot à opium a été multipliée par plus de 40 en Afghanistan depuis que l'Otan y est présente, a annoncé jeudi à Moscou Viktor Ivanov, directeur du Service fédéral russe de contrôle des stupéfiants (FSKN).* » (10)
Vecteur d'obscurantisme
Irresponsabilité ? Hypocrisie ? Vénalité ? Cynisme ?…
Entre toutes ces tares, on ne sait que choisir à la lecture du chapitre 1 du rapport, traitant de « L'environnement de sécurité », autrement dit des « risques internationaux », dans ses deux volets « contexte » et « analyse ». Tant on reste médusé par la perpétuation de l'obscurantisme idéologique d'une organisation dont la vocation première est de réaliser un travail de réflexion prospective sur les dangers minant la paix dans le monde. (11)
Sciemment, sont occultés principaux risques et déflagrations potentielles majeures. Quatre exemples :
i) La volonté délibérée des pays occidentaux de laisser perdurer le plus explosif foyer de tensions que représente la Palestine occupée, démembrée, "nettoyée ethniquement", depuis plus de 60 ans, dans l'hyperviolence et le carnage, dans la non application à ce jour d'une quarantaine de résolutions de l'ONU s'imposant aux forces coloniales d'occupation.
Complices d'un blocus aussi sauvage qu'illégal, enfermant depuis plusieurs années une population de plus de 1,5 millions de personnes dans ce qui restera dans l'Histoire comme le plus grand camp de concentration de civils : Gaza.
Le tout évacué, édulcoré, en 8 mots :
« *… les tensions qui couvent entre Arabes et Israéliens.* » (12)
ii) La diabolisation permanente de l'Iran, entretenant un climat de suspicions et de tensions au potentiel foudroyant pour la région et le monde (13). Imposant à ce pays des sanctions unilatérales par les principaux membres de l'OTAN (USA & UE), contraires au droit international, au Traité de Non Prolifération Nucléaire autorisant le nucléaire civil à ses signataires, à la Charte et aux propres résolutions de l'ONU.
Avec le dessein à peine dissimulé de provoquer une "guerre préventive" d'anéantissement et de conquête similaire à celle d'Irak, d'Afghanistan et de Libye qui, dans ce cas, serait le prélude à une troisième guerre mondiale. Sous des prétextes aussi irrationnels que ridicules, tels que :
« *… l'opacité des intentions de Téhéran.* » (14)
iii) Le soutien, générateur de violentes révoltes à venir, aux pires dictatures sur tous les continents, dès lors que les dirigeants souscrivent à la prédation des ressources de leurs pays par les entreprises occidentales.
Notamment dans la péninsule arabique, les autocraties ultracorrompues, créations artificielles des occidentaux à la suite de la répartition des dépouilles de l'Empire Ottoman le lendemain de la première guerre mondiale : Arabie saoudite, pétromonarchies du Golfe. Comme on le constate, depuis plusieurs

mois, dans le silence complice dissimulant l'impitoyable répression des révoltes populaires au Bahreïn. Sans oublier le régime férocement policier de la monarchie d'opérette, non pétrolière : la Jordanie.
iv) La propagation de l'injustice sociale et économique, y compris dans les pays occidentaux, provoquant l'augmentation exponentielle du chômage et de la paupérisation.
Faim et misère dans des pays riches de leurs ressources pillées par les entreprises occidentales, comme en Afrique, agricoles (café, coton, cacao, thé, fruits et légumes primeurs), halieutiques (poissons du Golfe de Guinée ou des côtes de Mauritanie), minières (pétrole, uranium et métaux rares) ?
Impossibilité d'accès à l'eau potable, à l'éducation, à la santé, pour des centaines de millions de personnes ?…
Pour l'OTAN : aucune importance. Tout est pour le mieux, dans le meilleur des mondes…
Bureaucratie de la gabegie
En fait, le sommet de Chicago n'avait pas pour but de réévaluer principes et politiques de l'OTAN jusqu'en 2020, de réfléchir sur la fin de l'occupation de l'Afghanistan (15), sur l'évolution du présent siècle ou du monde de demain. Mais, de valider les hallucinations et les actions guerrières du bras armé d'un dogme colonial, mégalomaniaque et impérial, d'un autre siècle.
Manlio Dinucci l'énonce avec clarté :
« *Ainsi l'Alliance se renouvelle-t-elle, en s'abreuvant à la source de sa jeunesse : la guerre*. » (16)
Au-delà de la doctrine ou du catéchisme qu'elle véhicule, que dire de cette bureaucratie de la gabegie ?
A part nos "responsables politiques", nos élus (tous partis confondus), et les médias de la propagande, tout le monde le sait, le reconnaît. A commencer par son pathétique secrétaire général, l'ancien responsable du gouvernement danois Anders Fogh Rasmussen :
« *… il faut couper la graisse et garder le muscle. Ainsi l'OTAN qui compte environ 13.000 hommes à son quartier-général dans les 11 postes de commandement, en comptera 9.000 à terme*. » (17)
Tour de Babel, aux empilements de ramifications et de strates, dans une bousculade de sous-traitants, "prestataires de sécurité", et officines annexes :
« *L'OTAN compte, en réalité, aujourd'hui près de 20.000 personnes. Car un certain nombre d'agences, plus ou moins indépendantes, ont été créées, et comptabilisent au compteur plus de 6.000 personnes. Soit la moitié de l'effectif cité par le secrétaire général. Ce qui est loin d'être négligeable !* » (18)
Millefeuille, aux débordements immaîtrisables :
« *Comme le « Budget civil de l'Otan » pour l'entretien du quartier général à Bruxelles et du staff civil : environ un demi milliard de dollars annuels, dont 80% sont payés par les alliés européens. Comme le « Budget militaire de l'Otan » pour l'entretien des quartiers généraux subordonnés et du personnel militaire international : presque 2 milliards annuels, payés à 75% par les Européens*. » (19)
Panier percé, aux tuyauteries alambiquées pour mieux servir les petits copains :
« *Quant au budget global de fonctionnement de l'OTAN, il atteint la modique somme de 2 milliards de Dollars US. […] Les marchés que passent la NAMSA (NATO Maintenance & Supply Agency) assure un diplomate, "vont souvent pour une bonne partie […] à des firmes américaines ou canadiennes qui utilisent des entreprises sous nom belge, en couverture". »* (20)
Quant aux généreuses contributions de la France à cette dispendieuse usine de courants d'air, par centaines de millions d'euros annuels, nos pointilleux économistes médiatiques et journalistes d'investigation sont incapables, à ce jour, d'en définir, trouver, retranscrire, tracer, les montants précis. Encore moins, notre Cour des Comptes. Il est vrai que ces deniers publics n'ont pas pour destination la santé publique, les retraites ou l'éducation nationale…
D'autant que le propre budget militaire, de la défense, de la France, dans son élaboration, sa justification et sa gestion, se révèle encore plus "abracadabresque".
France : son budget militaire représente la moitié de celui de la Chine
En France, comme dans les autres pays membres de l'OTAN, impossible d'aborder une quelconque réflexion, analyse, mise en perspective, sur le budget de la défense nationale, sans déclencher fureurs et anathèmes.
L'OTAN considère, en effet, comme une catastrophe pour "la protection de la civilisation" l'insuffisance des dépenses d'armement des pays occidentaux. Fustigeant les 28 Etats membres, à la veille d'être considérés en « Etats voyous », pour leur négligence ou leur manque de courage. L'idéal étant de « faire aussi bien » que les Etats-Unis (21) :

« *Le principal obstacle à la transformation militaire est l'insuffisance des dépenses et des investissements de défense en Europe. Aujourd'hui, il n'y a que six Alliés européens sur vingt-six qui consacrent 2% ou plus de leur PIB à la défense…* ».
« *Un fossé particulièrement large s'est creusé entre les capacités des États-Unis et celles des autres pays de l'OTAN, et ce déséquilibre, s'il n'est pas corrigé, pourrait nuire à la cohésion de l'Alliance.* »
La bureaucratie de l'Union Européenne, prenant le relais de cet alarmisme par la voix de Claude-France Arnould, directrice de l'Agence Européenne de la Défense, sur l'insuffisance des dépenses militaires dans l'Union Européenne, particulièrement en matière de recherche et technologie (R&T), lors du conseil des ministres de la Défense du jeudi 22 mars 2012 (22) :
« *Il est urgent de trouver des réponses et de limiter les conséquences des baisses de budget* ».
Dans le cas particulier de la France, même des publications se voulant « sérieuses », citons celles du "Laboratoire de Recherche sur la défense" de l'IFRI, sonnent frénétiquement le tocsin (23) :
« *… chaque diminution de l'effort de défense en part du PIB ou en pourcentage du budget de l'Etat fragilise le modèle de défense français* ».
La France "fragilisée" ?… Ciel ! La peur me tenaille le ventre… Je n'en dors plus.
Je me suis donc rendu à Stockholm, pour sonner à la porte du très sérieux et incontesté "*Stockholm International Peace Research Institute*" (SIPRI) qui compile et analyse tous les budgets militaires de la planète. Pour mieux les comparer, il les convertit en US $ dans une base de données consultables sur internet.
D'après les derniers chiffres disponibles, le budget de la défense de la France atteint, pour 2011 : 58, 244 milliards de dollars (non compris celui de la gendarmerie). Ce qui représente environ la moitié de celui de la Chine !… Autre particularité : la Chine n'a pas encore de porte-avions, alors que nous en possédons un qui fait notre fierté : le Charles de Gaulle. Pas mal pour un pays comme la France qui, en termes de population et de territoire, représente l'équivalent d'une petite sous-préfecture chinoise.
J'ai retrouvé le sommeil.
D'autant que notre budget militaire est comparable, et même supérieur, à celui de nos principaux partenaires européens, Grande-Bretagne (≥ + 0,64 %) et Allemagne (≥ + 34 %) notamment, comme il ressort de la base de données SIPRI (24) :
Budgets de la défense 2011- en milliards de dollars

Allemagne	43, 478
Grande-Bretagne	57, 875
France	58, 244
Russie	64, 123
Chine	129, 272
France + GB + RFA	159, 597

Parmi nos voisins, et néanmoins amis, seul le budget militaire de la Russie dépasse celui de la France (≥ + 10,09 %). Quoi de plus compréhensible, toutefois, pour un pays aux immenses ressources naturelles convoitées, dont le territoire est 37 fois plus grand que le nôtre ?
L'examen de ces budgets est encore plus impressionnant, ou relaxant suivant les points de vue, en constatant que le cumul de ceux des trois premiers pays européens (France + GB + RFA), avec 160 milliards de dollars annuels, est supérieur de 23,45 % au budget militaire de la Chine. L'épouvantail permanent, dont on invoque le « surarmement », pour faire peur dans les chaumières, alors qu'il s'agit d'un pays de 1,5 milliards d'habitants, répartis sur une superficie de 9,6 millions de km².
En fait, le budget militaire annuel de la Chine ne dépasse pas 5 % du total des budgets militaires des 28 Etats membres de l'OTAN et de ses alliés de l'hémisphère sud. N'oublions pas, en effet, ceux des autres Etats, dits "occidentaux", aux budgets militaires fortement musclés, relativement à leur population et superficie : Australie (22, 955), Corée du sud (28, 280), Japon (54, 529), Nouvelle-Zélande (1, 566), Taïwan (8, 888), etc.
Les lobbies bellicistes ne lâchent pas prise, pour autant, exerçant toutes les pressions sur les gouvernements, campagnes de propagande forcenées dans les médias en renfort : il est nécessaire, prioritaire, de s'armer sans fin. Objectif : l'instauration progressive d'une « règle d'or ». Sous forme, d'un budget annuel de la défense, exprimé en un pourcentage du PIB garanti, similaire au minimum à celui des Etats-Unis.

Un dogme à inscrire, pourquoi pas, dans la Constitution de chaque Etat membre de l'OTAN. Je force à peine le trait, tellement les réactions politiciennes deviennent hystériques dès qu'on souhaite exercer un minimum d'esprit critique à l'égard de ces budgets mirifiques.
Immédiatement est dégainée la logique « avec nous ou contre nous », avec la question classique telle qu'elle est énoncée caricaturalement dans un rapport de la commission des finances du Sénat (Rapport général n°107, p 77) pour faire taire toutes remises en cause :
« *Pensez-vous que la France puisse se passer d'une défense, d'une armée, des moyens d'assurer sa sécurité extérieure ?* »…
Evidemment : non. Il ne s'agit pas de verser dans l'utopie d'un désarmement unilatéral et immédiat.
En ce cas, est-on contraint de dire « amen », aux dérives et dérapages des budgets concernés ? Est-il interdit de réfléchir à la charge écrasante qu'ils représentent au détriment des besoins de la population, sans proposer priorités et arbitrages fondés sur le bon sens et l'intérêt collectif ? Quand on sait qu'en France, en 2010, le budget de la défense a représenté en France :
« *69 % (9,5 milliards d'euros) de l'ensemble des dépenses d'investissement de l'Etat* »… (25)
Ou, alors, faut-il considérer les budgets de la défense comme une "poule aux œufs d'or" (sous couvert d'une « règle d'or ») pour une poignée d'actionnaires privés, détenteurs des grands médias, "faiseurs" de politiciens, gouvernements et présidents de nos « démocraties » ?…
Est-on sommé, condamné, à faire l'impasse sur le contrôle des facteurs de coûts de revient des prestations et matériels facturés à l'Etat, à notre collectivité, et donc sur la formation, l'affectation ou la destination, des marges bénéficiaires plantureuses dégagées par ces industriels de l'armement ?… Qui sont tous, bizarrement, parmi les grands milliardaires de nos sociétés, même s'ils se font le plus discrets possibles.
Est-on interdit de se demander si une des premières mesures de diminution des coûts de l'armement, et de blocage des mécanismes de corruption, ne passe pas par l'urgente « nationalisation » de cette industrie ?… Les marges dégagées revenant à l'Etat actionnaire qui en déciderait de leur emploi, au lieu d'en alimenter les paradis fiscaux.
Tout le monde sait qu'une nationalisation des principaux industriels « privés », accompagnée d'un contrôle rigoureux de la maîtrise des coûts (par une Cour des Comptes spécialisée, réellement compétente et indépendante du pouvoir politique …), entraînerait dans un premier temps u minimum d'économie de 33% sur les marges.
D'ailleurs, les marges fabuleuses des industriels privés trouvent déjà leur butoir… Avec des taux d'inflation exponentiel de 20 à 40 % par an, en particulier à partir du 4° trimestre 2011, comme il ressort d'une étude sur "l'inflation des prix industriels de la défense" à partir d'une base 100 en 2005 (26).
Jusqu'où comptent-ils aller ?…
En prospective de simulation budgétaire militaire, existe une loi statistique dite « Loi Augustine » (formulée par *Norman Augustine*, ancien responsable du géant de l'armement Lockheed Martin) s'appliquant aux forces aériennes. Mais, valable pour tout système d'armement dit « technologiquement sophistiqué ». Sachant que le prix d'un avion tactique augmente 4 fois tous les dix ans, l'extrapolation livre la conclusion ubuesque qu'en 2054 :
« *… le budget de la défense entier [des USA] ne permettra d'acheter qu'un seul avion tactique* ». (27)
C'est aller droit dans le mur.
Faut-il considérer l'OTAN, l'idéologie du surarmement et du bellicisme que cette organisation représente, les masses de capitaux gaspillés, comme un « Trou Abyssal », éminemment toxique pour l'avenir, la sécurité, et le bien-être de nos sociétés ?…
Pour ma part, je serai plus nuancé…
Devant l'incapacité de nos élus, complices et irresponsables, à museler, maîtriser une organisation bureaucratique composée de technocrates, agissant comme une superpuissance, supérieure à l'ONU en tant qu'arbitre des relations internationales, au vu des ravages humains et destructions massives qu'elle accomplit, gère et prépare, je considère que nous sommes face au plus grand danger de l'humanité du XXI° siècle.
L'OTAN est une organisation moyenâgeuse, imposant des dogmes, mettant en œuvre une Inquisition, prononçant des "diabolisations" ou "excommunications" pour blasphèmes ou hérésies, dans des procès en sorcellerie fondés sur le "délit d'intention", dotée d'un système de propagande dont le niveau de

délire et de désinformation se révèle, à présent, impossible à réguler par nos instances démocratiques de plus en plus réduites par la limitation incessante des libertés publiques.
Au-delà de la régression intellectuelle de cette "nouvelle religion", idéologie militariste fondée sur le fanatisme colonial, par les désolations et carnages humains qu'elle provoque, et planifie de provoquer, en chiffres cumulés, nous retrouvons l'équivalent des millions de morts et immenses dévastations que l'Humanité a connus au 14° siècle dans de multiples pays, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, sous l'effet de la Peste Noire.
Oui. L'OTAN représente la "Peste Noire" du XXI° siècle.

(1) Célèbres paroles du responsable de l'armée française, la veille de sa déroute face à la Prusse, en 1870… Il se rendit aux Prussiens à Metz, et fut emmené comme prisonnier de guerre en Prusse.
(2) Ludo De Brabander, *NATO in Crisis*, 18 mai 2012, http://truth-out.org/news/item/9228-nato-in-crisis
(3) *Over 1,000 join 2nd day of anti-NATO protests in Chicago (photos, video)*, 20 mai 2012, http://rt.com/usa/news/chicago-protests-nato-summit-689/
(4) La veille du sommet, le 18 mai 2012, une imposante manifestation a été organisée par le syndicat national du personnel de santé (*National Nurses United*), pour protester contre la diminution de leurs retraites, réclamant une taxe « Robin des Bois » (*Robin Hood*) sur les transactions financières et dénonçant les gaspillages de l'argent public dans les guerres organisées par l'OTAN, http://rt.com/usa/news/chicago-nato-summit-nurses-655/
(5) Chris Hellman & Mattea Kramer, "*Spend, spend, spend*", Asia Times, 24 mai 2012, http://www.atimes.com/atimes/Global_Economy/NE24Dj04.html
(6) Exemple dans la photo n° 2 (Reuters / Alex Domanski) de l'article : *Blockupy Frankfurt: Thousands wrap up four-day protests (video, photos)*, 19 mai 2012, http://www.rt.com/news/occupy-frankfurt-rally-675/
(7) Rapport : "*OTAN 2020 : Une sécurité assurée ; Un engagement dynamique – Analyse et Recommandations du groupe d'experts pour un nouveau concept stratégique de l'OTAN*", 17 mai 2012, http://ancien.operationspaix.net/IMG/pdf/OTAN_-_Une_securite_assuree_un_engagement_dynamique_-_Analyse_et_recommandations_du_groupe_d_experts_pour_un_nouveau_concept_strategique_de_l_OTAN_mai_2010_.pdf
(8) Rapport "OTAN 2020", Op. Cit., p. 49.
(9) Rapport "OTAN 2020", Op. Cit., p. 15.
(10) "*Afghanistan-drogue : la production multipliée par 40 depuis l'arrivée de l'OTAN*", RIA Novosti, 28 janvier 2012, http://fr.rian.ru/world/20100128/185952806.html
(11) Rapport "OTAN 2020", Op. Cit., p. 15 – 19.
(12) Rapport "OTAN 2020", Op. Cit., p. 18.
(13) Rions un peu : en France, un des plus exaltés dans ces postures inquisitoriales (à part les membres de nos gouvernements successifs) est l'ancien premier conseiller à l'ambassade de France à Tel-Aviv (2000-2004), Michel Miraillet. Il est, depuis le 24 août 2007 : « Directeur chargé des affaires stratégiques », au Ministère de la Défense !…
(14) Rapport "OTAN 2020", Op. Cit., p. 18.
(15) Gareth Porter, "*Afghanistan War – Excuse for NATO to maintain existence*", entretien du 27 mai 2012, Press TV, http://www.presstv.ir/detail/2012/05/27/243293/afghan-war-excuse-for-nato-to-exist/
(16) Manlio Dinucci, "*L'éternelle jeunesse de l'Otan - L'art de la guerre"*, (Il Manifesto), 24 mai 2012, http://www.legrandsoir.info/l-eternelle-jeunesse-de-l-otan-il-manifesto.html
(17) Nicolas Gros-Verheyde, "*OTAN- Objectif : Dégraisser le mammouth…*", 14 octobre 2010, http://www.bruxelles2.eu/defense-ue/defense-ue-droit-doctrine-politique/otan-on-va-degraisser-le-mammouth.html
(18) Nicolas Gros-Verheyde, Op. Cit.
(19) Tommaso Di Francesco, Manlio Dinucci, "*Combien nous coûte l'Otan de la « défense intelligente » - Sommet de Chicago"*, (Il Manifesto), 22 mai 2012, http://www.legrandsoir.info/combien-nous-coute-l-otan-de-la-defense-intelligente-il-manifesto.html#reactions
(20) Nicolas Gros-Verheyde, Op. Cit.
(21) Rapport "OTAN 2020", Op. Cit., p. 40.

(22) Nicolas Gros-Verheyde, "*Budget militaire R&T : la cote d'alerte est atteinte*", 22 mars 2012, http://www.bruxelles2.eu/defense-ue/capacites-milit-%E2%80%93-exercices-ue/budget-militaire-rt-la-cote-dalerte-est-atteinte.html
(23) Martial Foucault, "*Les budgets de défense en France entre déni et déclin*", Focus stratégique n° 36, IFRI – Laboratoire de Recherche sur la Défense, Avril 2012, p. 14.
(24) Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI, Military Expenditure 2011, http://milexdata.sipri.org/result.php4
(25) Martial Foucault, IFRI, Op. Cit., p. 20.
(26) Martial Foucault, IFRI, Op. Cit., Fig. 4 – Inflation des prix industriels de défense – base 100 – année 2005, p. 17.
(27) Martial Foucault, IFRI, Op. Cit., p. 19.
stanechy.over-blog
29 Mai 2012,
url de l'article original:
http://stanechy.over-blog.com/article-otan-trou-abyssal-ou-peste-noire-106018714.html

---

Annexe
Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Carte blanche contre les interventions militaires occidentales.
L'échec des opérations en Afghanistan et en Irak a discrédité les interventions militaires. Avec la guerre en Libye, ses défenseurs ont cependant repris du poil de la bête. La méthode est désormais envisagée pour la Syrie, voire l'Iran. Une méthode qui pose de sérieuses questions. Après la chute de l'URSS, les États-Unis sont restés la seule grande puissance planétaire, une position dominante que ceux-ci veulent maintenir à tout prix. C'est dans ce but que, en 1949, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) a réorienté son concept stratégique d'après-guerre. D'une alliance de défense active sur le territoire de ses États-membres, l'Otan s'est muée en une force d'intervention offensive en dehors de ses frontières (d'où le terme out-of-area, « en dehors de la zone » en anglais, NdlR). À la fin des années 1990, elle est devenue une sorte de « gendarme du monde », intervenant militairement dans de nombreux pays. Les médias n'ont entre-temps quasiment pas abordé les vrais mobiles de ces opérations out-of-area. Or il est de plus en plus évident que les pays occidentaux, sous la houlette des États-Unis, veulent compenser leur puissance économique et politique déclinante par le seul moyen qui les maintient en position de supériorité : la démonstration de force militaire.Ce n'est pas un hasard si, dans ce contexte, « l'intervention humanitaire » a trouvé un nouvel élan, les puissances occidentales cherchant à légitimer leur interventionnisme. Après de longs débats, l'ONU a accepté en 2005 le principe de la Responsibility to Protect (responsabilité de protection), ou R2P : sous des conditions strictes, les interventions « humanitaires » peuvent dorénavant être autorisées comme forme légitime d'intervention armée. Tant le principe que son application concrète sont toutefois controversés, en particulier dans les pays « receveurs » du R2P. En d'autres termes, ce sont précisément les pays à « protéger » qui sont le moins convaincus de cette méthode.Les pays occidentaux sont-ils bien placés pour déminer les conflits armés, eux qui sont responsables des deux tiers des dépenses militaires dans le monde ? Eux qui se sont taillé la part du lion des ventes d'armes dans ces mêmes conflits ? Quelle est la crédibilité de leur volonté de paix quand ils portent la responsabilité d'une grande partie des conflits de ces 20 dernières années, conflits qui ont fait des milliers de victimes (Yougoslavie, Irak, Afghanistan, Libye...) ?Une grande partie de l'opinion publique à tendance à approuver les interventions « humanitaires », partant du principe que les gouvernements occidentaux se préoccupent de la démocratie et des Droits de l'homme dans le monde. L'histoire nous montre que ce n'est pourtant pas le cas. Les armées occidentales interviendraient-elles en Irak ou en Libye si leur sous-sol ne regorgeait pas de pétrole ? Pourquoi les casques bleus se sont-ils retirés du Rwanda au début du génocide ? Pourquoi laisse-t-on Israël impuni dans son occupation des territoires palestiniens ? Pourquoi n'intervient-on pas dans les régimes les plus arriérés au monde comme l'Arabie Saoudite et le Bahreïn ? L'intervention « humanitaire » serait

nécessaire, tous les autres moyens ayant échoué. En réalité, c'est souvent l'Occident qui torpille une solution pacifique négociée, ou qui ne donne pas à celle-ci des chances suffisantes pour aboutir. C'était déjà le cas pour le Koweït (1990), la Somalie (1993) et la Yougoslavie (1996-1999). Récemment encore, le président de l'Afrique du Sud avait appelé au Conseil de sécurité des Nations Unies à la mise hors-jeu de l'Union africaine dans sa recherche d'une solution négociée dans le conflit libyen.Une intervention militaire débouche presque toujours sur des conséquences contraires et franchement néfastes, entraînant un énorme coût matériel et humain. Sur le plan humanitaire, les récentes interventions en Somalie, au Kosovo, en Afghanistan, en Irak et en Libye ont été catastrophiques.

Par ailleurs, chaque intervention militaire incite le pays-cible à s'armer davantage, par exemple en armes de destruction massive. Chaque intervention militaire stimule ainsi, volontairement ou non, une nouvelle course à l'armement. La militarisation accrue et le déclenchement de guerres font en outre grimper en flèche l'instabilité et l'insécurité dans le monde, également chez nous. Un conflit armé cause en effet un afflux massif de réfugiés et rend les pays concernés plus sensibles aux actions de représailles et aux attentats terroristes.In fine, une intervention militaire ne résout en rien les causes du conflit. Celles-ci prennent la plupart du temps leur source dans la pauvreté et/ou une forte injustice socio-économique — également conséquences de la politique agricole et commerciale de l'Occident —, et dans la dette envers celui-ci. Les moyens consacrés à une intervention militaire suffiraient largement à appliquer une politique de développement social dans les pays concernés, ce qui constituerait immédiatement une forme efficace de prévention de la violence.Il est absurde que le monde consacre aujourd'hui 1 738 milliards de dollars aux dépenses militaires — soit le plus haut montant jamais vu dans l'histoire de l'humanité, tant en chiffres absolus que relatifs —, alors qu'il ne reste que 133,5 milliards pour la coopération au développement (soit 7,6 % des dépenses militaires).
Nous sommes fortement préoccupés par le recours de plus en plus aisé de l'Occident à l'intervention armée. Nous ne pouvons utiliser un conflit — fondé ou non — au sein d'une population locale pour déstabiliser des pays plus faibles, les attaquer ou les occuper, et ainsi saper l'ordre juridique international.
Nous ne pouvons en aucun cas permettre que l'Occident mène des interventions militaires pour des raisons géostratégiques. Nous ne pouvons plus rester spectateurs lorsque d'importants groupes d'intérêts économiques s'emparent du reste du monde « en notre nom ». Nous dénonçons la politique d'intervention occidentale présentée sous des habits « humanitaires ». Un loup ne devient pas agneau en portant la peau du mouton.
Signataires :
Lode Van Oost, ancien sous-président de la Chambre des représentants • Ruddy Doom, groupe Studie van de Derde Wereld (étude du Tiers monde) de l'Univertité de Gand • Hugo Van Dienderen, président de Groen Anvers et GroenPlus • Eddy Van Lancker, secrétaire fédéral ABVV (FGTB) • Ferre Wyckmans, secrétaire général LBC-NVK (CNE) • Ludo De Brabander, asbl Vrede • Eric Goeman, Attac Flandre et Démocratie 2000 • Lieven De Cauter, philosophe des cultures, KUL, membre du BRussells Tribunal • Luc Reychler, professeur émérite en relations internationales et études stratégiques de la KUL • Marc Vandepitte, auteur • Leen Laenens, ancienne députée • Mario Franssen, intal • Paul Van de Bavière, rédacteur en chef Uitpers • Bert De Belder, section internationale PTB • Patrick Deboosere, démographe, VUB • Dimokritos Kavadias, professeur de sciences politiques, VUB • Olivia U. Rutazibwa, Centre d'études européennes, Université de Gand
http://www.ptb.be/nieuws/artikel/carte-blanche-contre-les-interventions-militaires-occidentales.html

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19